

# OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE PARIS | GRAND PARIS

## BILAN DE L'ANNÉE 2025



Place Lafayette, Issy-les-Moulineaux © A pur - David Boureau - 2025

Cette note présente un bilan des tendances économiques sur l'ensemble de l'année 2025, à partir d'une sélection d'indicateurs trimestriels consolidés. En 2025, l'activité a globalement bien résisté à Paris, dans le Grand Paris, comme en France malgré les incertitudes politiques liées à la succession des gouvernements et aux votes tardifs du budget national. Elle atteint un niveau quasi équivalent à celui de 2024.

Le nombre d'emplois salariés se stabilise voire diminue légèrement dans un contexte de ralentissement du PIB fin 2025 (+0,2 % au quatrième trimestre 2025 après +0,5 % au troisième) marquant une rupture de tendance par rapport aux quatre années précédentes. Le taux de chômage et le nombre de demandeurs d'emploi ont augmenté en 2025. Le nombre d'entreprises créées atteint un niveau très élevé en 2025 et la hausse du nombre de défaillances ralentit.

En 2026, selon les prévisions, la flambée des cours des hydrocarbures induite par la guerre en Moyen-Orient pourrait se traduire en France par un net regain d'inflation (2 % au cours du printemps). Bien que fragilisée, la croissance parisienne, métropolitaine et française résisterait au premier semestre 2026 mais à un rythme inférieur à celui estimé en fin d'année 2025.

Les indicateurs présentés dans cette note ont aussi été mis à jour comme

chaque trimestre via l'outil dynamique accessible en ligne<sup>1</sup>. Une note de conjoncture est par ailleurs publiée tous les trimestres, et l'actualisation des données pour le 4<sup>e</sup> trimestre de chaque année permet de réaliser un bilan annuel.

1 – [www.apur.org/fr/geo-data/observatoire-economie-parisienne-donnees-conjoncturelles](http://www.apur.org/fr/geo-data/observatoire-economie-parisienne-donnees-conjoncturelles)

# L'activité et l'emploi

## Le nombre d'emplois salariés se stabilise dans la métropole du Grand Paris et baisse légèrement à Paris

L'emploi se stabilise (+0,1 %) en 2025 dans la métropole du Grand Paris<sup>2</sup>. Les évolutions sont différenciées selon les départements. Sur un an, le nombre d'emplois progresse en Seine-Saint-Denis (+1,4 %) tandis qu'il est stable dans le Val-de-Marne (+0,1 %), et les Hauts-de-Seine (-0,1 %) et qu'il recule à Paris.

Dans le même temps, l'emploi reste stable en Île-de-France et baisse de -0,2 % au niveau national.

Fin 2025, les établissements parisiens emploient 1,979 million de salariés, soit 5 600 emplois en moins par rapport à fin 2024, ce qui correspond à un taux d'évolution de -0,3 % sur un an. Cette légère baisse de l'emploi à Paris marque une rupture de tendance par rapport aux 4 années antérieures, au cours desquelles l'emploi salarié a augmenté respectivement de +4,6 % en 2021, +3,4 % en 2022, +0,8 % en 2023 et +0,1 % en 2024. Au dernier trimestre 2025, l'emploi diminue à Paris (-0,4 %, soit -7 500 emplois) après s'être stabilisé aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres, puis avoir légèrement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,1 %).

## L'emploi salarié diminue dans la construction et le tertiaire marchand mais continue d'augmenter légèrement dans l'industrie et le tertiaire non marchand

À l'échelle de la métropole du Grand Paris, l'emploi progresse sur l'ensemble de l'année 2025 dans le secteur de l'industrie (+1,0 %) et du tertiaire non marchand (+0,4 %), tandis qu'il baisse dans la construction (-0,3 %) et le tertiaire marchand (-0,1 %). Les tendances sont les mêmes à Paris.

Alors que le secteur tertiaire marchand regroupe 71 % des emplois salariés parisiens (hors intérim) et qu'il portait l'essentiel de la croissance ces dernières années, à Paris l'emploi diminue de -0,3 % en 2025 dans ce secteur affecté par les difficultés de l'information et communication, alors qu'il progressait de +0,2 % en 2024, +1,3 % en 2023, +4,9 % en 2022 et +6,1 % en 2021. De même, l'emploi recule fortement dans la construction cette année (-3,9 % après -4,0 % en 2024). En revanche, il continue d'augmenter dans le secteur industriel et dans le tertiaire non marchand, à un rythme toutefois moins soutenu qu'en 2024. Dans le secteur industriel, l'emploi augmente de +0,2 % (contre +1,1 % en 2024, +2,9 % en 2023 et +3,3 % en 2022). Enfin dans le secteur tertiaire non marchand, l'emploi progresse de +0,3 % en 2025 (contre +1,0 % en 2024).

Sur le seul dernier trimestre 2025, l'emploi salarié (hors intérim) diminue dans tous les grands secteurs d'activité, sauf dans l'industrie (+0,5 %). Les baisses oscillent entre -0,2 % dans le tertiaire marchand et -1,5 % dans la construction.

## Le recul de l'emploi dans l'intérim se poursuit en 2025

Sur l'ensemble de l'année 2025, le secteur de l'intérim a de nouveau été touché par des pertes d'emploi dans le Grand Paris (-1,6 %) comme en Île-de-France (-2,3 %) et en France (-0,7 %). Ce recul de l'emploi intérimaire est plus marqué à Paris (-5,5 %, soit -2 154 emplois intérimaires après -10,4 % en 2024).

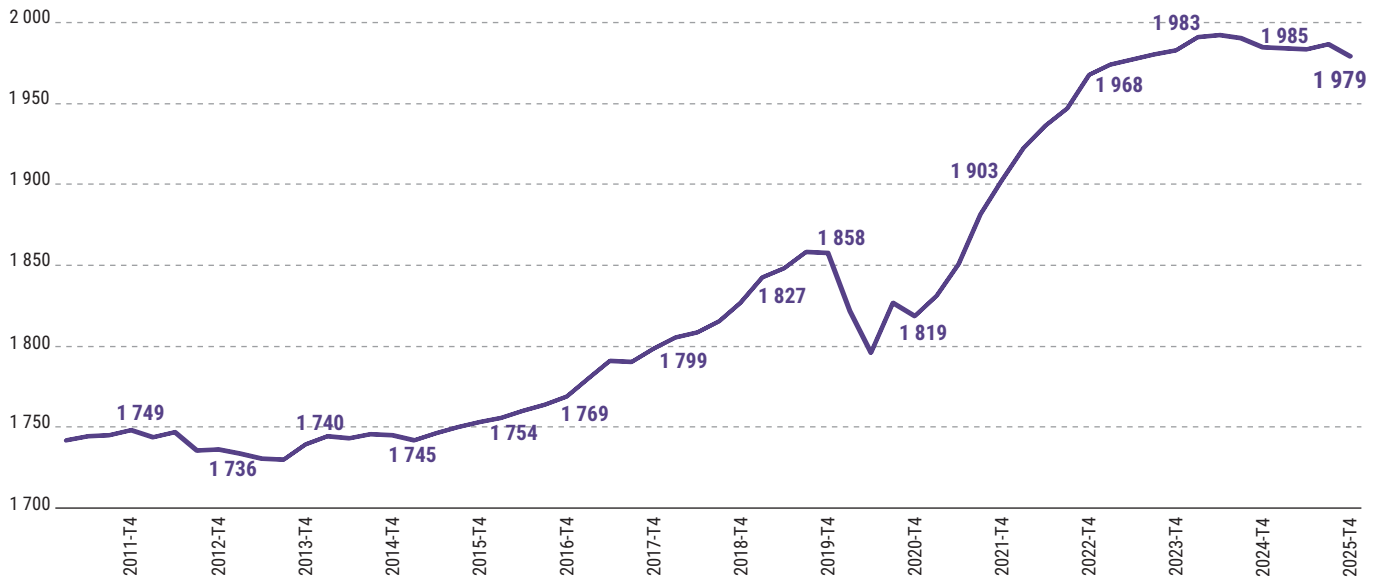
<sup>2</sup> — La métropole du Grand Paris correspond à la somme des 4 départements centraux.

# 4,385

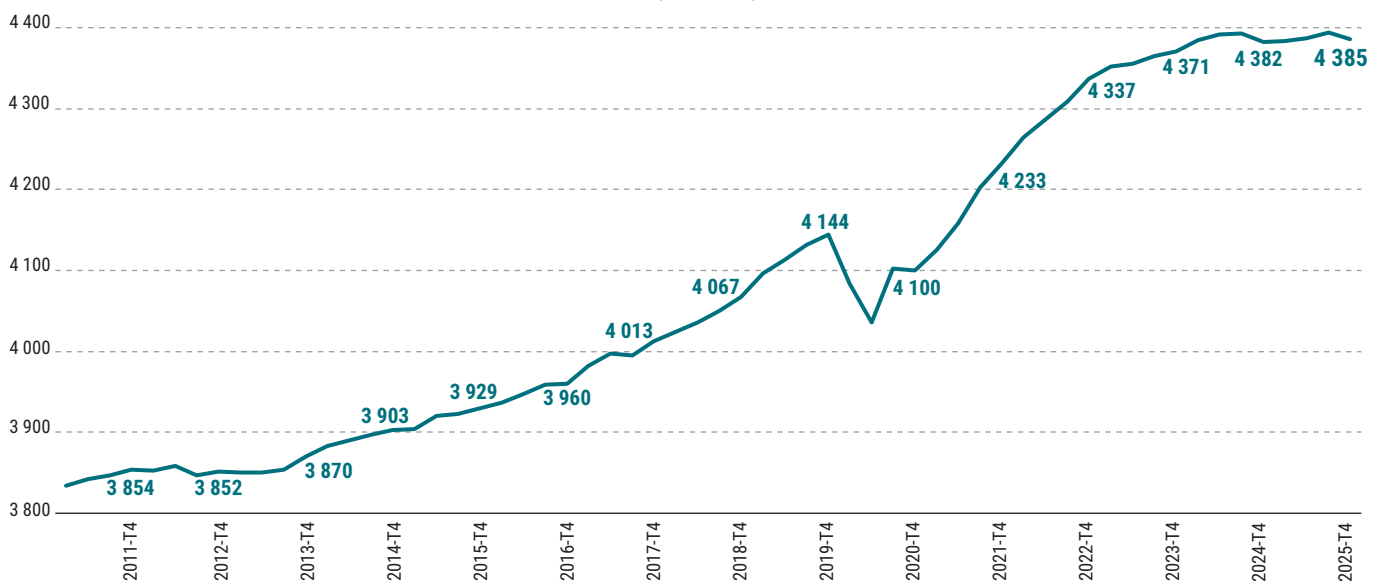
millions d'emplois salariés dans la métropole du Grand Paris au 31 décembre 2025

# 1,979

million d'emplois salariés à Paris au 31 décembre 2025

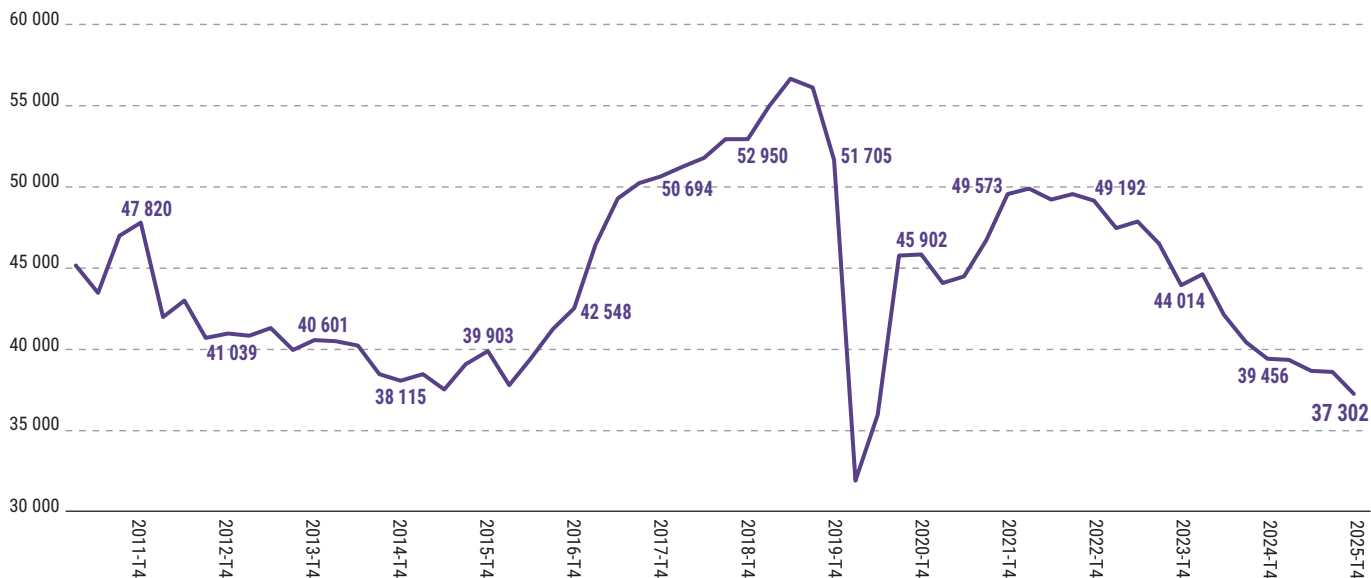
**PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (en milliers)**

Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 27/03/2026. Champ : emploi salarié total - Traitement / © Apur

**MÉTROPOLÉ DU GRAND PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (en milliers)**

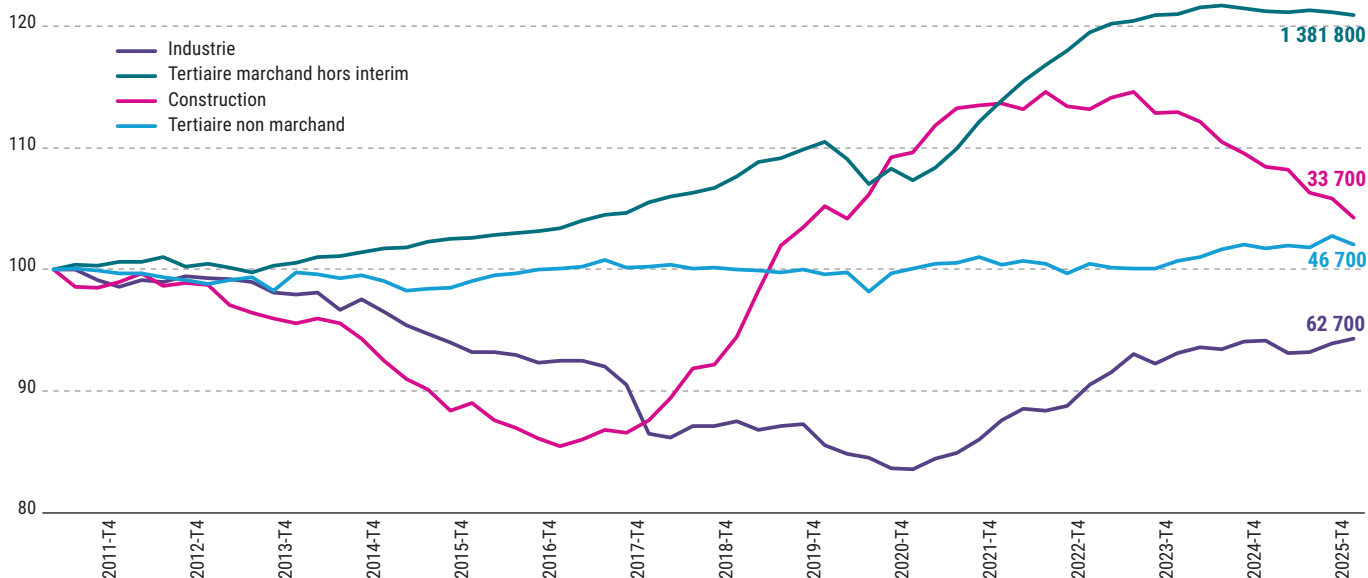
Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 27/03/2026. Champ : emploi salarié total - Traitement / © Apur

## PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ INTÉRIMAIRE



Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 27/03/2026. Champ : emploi salarié total - Traitement Apur

## PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (Indice base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011)



Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 27/03/2026. Champ : emploi salarié total - Traitement/© Apur

## Un taux chômage qui progresse en 2025

Sur l'ensemble de l'année, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de +0,4 point pour s'établir à 6,1 % de la population active à Paris fin 2025. Il demeure toutefois nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-2,3 points) et Paris est le département francilien dans lequel le taux de chômage demeure le plus bas.

Le taux de chômage progresse également dans les trois départements de petite couronne: +0,6 point en Seine-Saint-Denis, +0,7 point dans les Hauts-de-Seine, +0,9 point dans le Val-de-Marne. Il demeure plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,8 %).

En Île-de-France et en France métropolitaine, le taux de chômage a progressé de +0,6 point sur l'année 2025.

## Une demande d'emploi qui augmente sensiblement

À Paris, le nombre de demandeurs d'emploi, inscrits à France Travail, tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A), s'établit à 119 900 demandeurs fin 2025. Ce chiffre est en augmentation de +6,3 % sur un an (soit +7 090 personnes). Cette hausse s'inscrit dans le prolongement de celle constatée en 2024 (+4,3 %), après trois années consécutives

de baisse entre 2021 et 2023. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi concerne essentiellement les jeunes de moins de 25 ans (+24,4 % contre +6,9 % pour les 25-49 ans et -0,5 % pour les 50 ans ou plus). Le nombre de personnes exerçant une activité réduite (catégorie B et C) continue de progresser (+2,2 % en 2025, après +2,0 % en 2024, +4,6 % en 2023 et +5,7 % en 2022). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de +4,6 % sur un an (+8 890 personnes).

À l'échelle de la métropole du Grand Paris, le nombre de demandeurs d'emploi (de catégories A, B et C) progresse

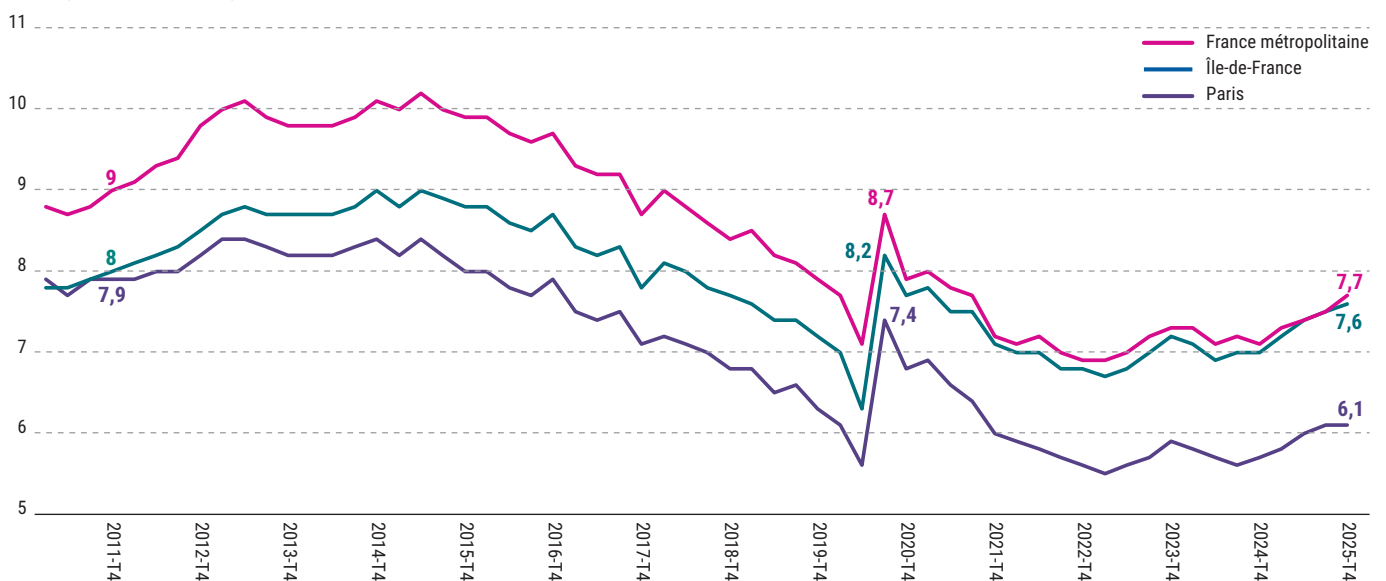
## Avertissement sur la comptabilisation des demandeurs d'emploi en fin de mois

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein-emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

Par ailleurs, depuis le mois de janvier 2025, une évolution dans la procédure d'actualisation a conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, et en contrepartie à

réduire d'une part le nombre d'inscrits en catégories B et C, et d'autre part le nombre de sorties des listes. Au niveau national, sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence du décret, l'évolution du nombre d'inscrits au quatrième trimestre 2025 serait de l'ordre de +0,0 % pour les catégories A, B, C et +2 % pour la catégorie A. Sur un an (entre les quatrièmes trimestres 2024 et 2025), l'évolution du nombre d'inscrits serait de l'ordre de +1,7 % en catégorie A et +1,6 % en catégories A, B, C.

## PARIS, ÎLE-DE-FRANCE, FRANCE MÉTROPOLITAINE : ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BIT



Sources : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 27/03/2026. Les données du dernier trimestre affichées sont provisoires - Traitement/© Apur

Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ;

être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

de +5,8 % avec des amplitudes variables selon les départements: il augmente dans les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis respectivement de +5,7 % et de +5,5 % tandis que la hausse est plus marquée dans le Val-de-Marne (+8,3 %).

Dans le même temps, celui-ci progresse de +6,5 % en Île-de-France et de +4,9 % en France métropolitaine. Ces tendances haussières tiennent en partie à la mise en œuvre depuis janvier 2025 de la loi pour le plein-emploi et de l'évolution dans la procédure d'actualisation des demandeurs d'emploi (voir encadré page précédente).

### Une forte hausse du nombre de créations d'entreprises

Sur l'ensemble de l'année 2025, le nombre total d'entreprises créées à Paris augmente de +18,6 %, au lieu de +11 % en 2024, +2,3 % en 2023 et +5,9 % en 2022. Avec près de 119 800

entreprises créées en 2025, Paris est le département francilien qui enregistre la plus forte croissance. La hausse globale résulte d'une forte augmentation des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+21,8 %).

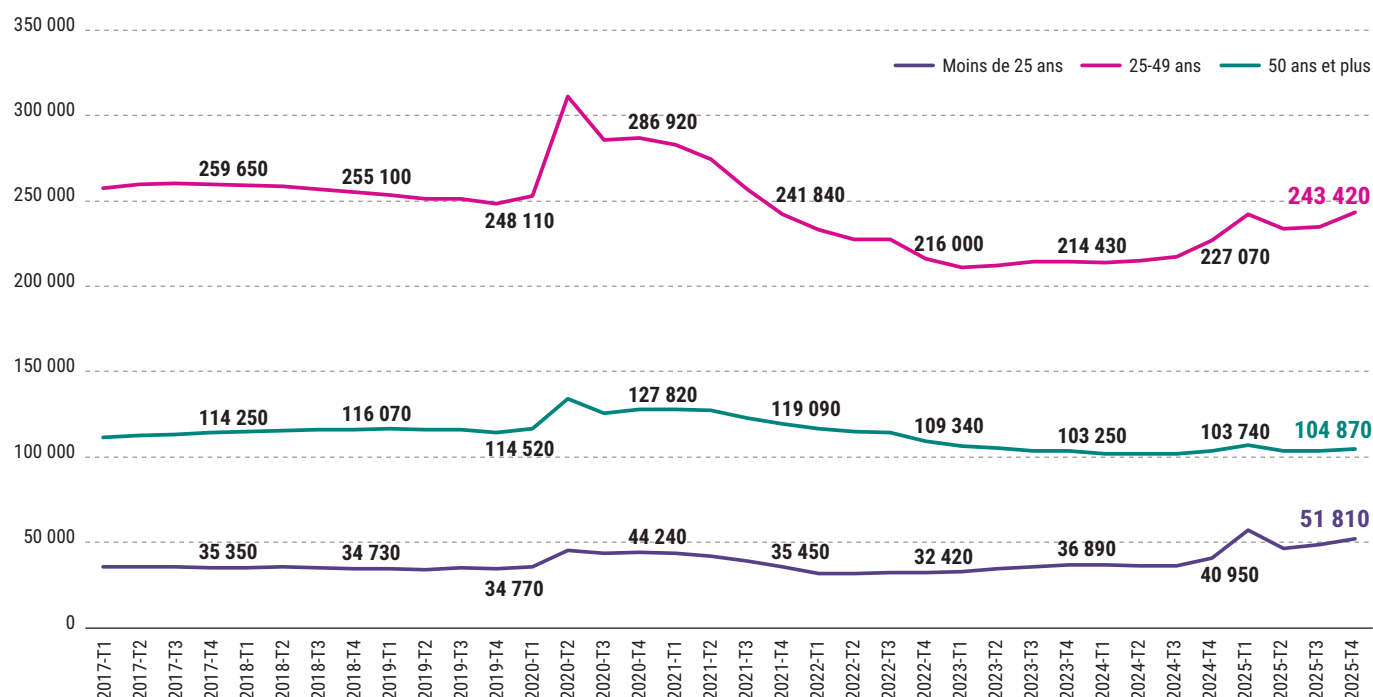
Comme chaque année, derrière ce résultat annuel, les évolutions trimestrielles sont contrastées: en 2025, le nombre d'entreprises créées a augmenté aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres alors qu'il a diminué aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2025.

Les évolutions sont plus contrastées dans les départements de petite couronne. Le nombre d'entreprises créées a légèrement augmenté dans les Hauts-de-Seine (+2,5 %) et dans le Val-de-Marne (+1,7 %) tandis qu'il a reculé de -5,2 % en Seine-Saint-Denis.

Au cours de l'année 2025, le nombre total d'entreprises créées dans le Grand Paris a ainsi progressé de +8,5 %, un taux supérieur à celui observé en Île-de-France (+6,7 %) et en France (+4,9 %).

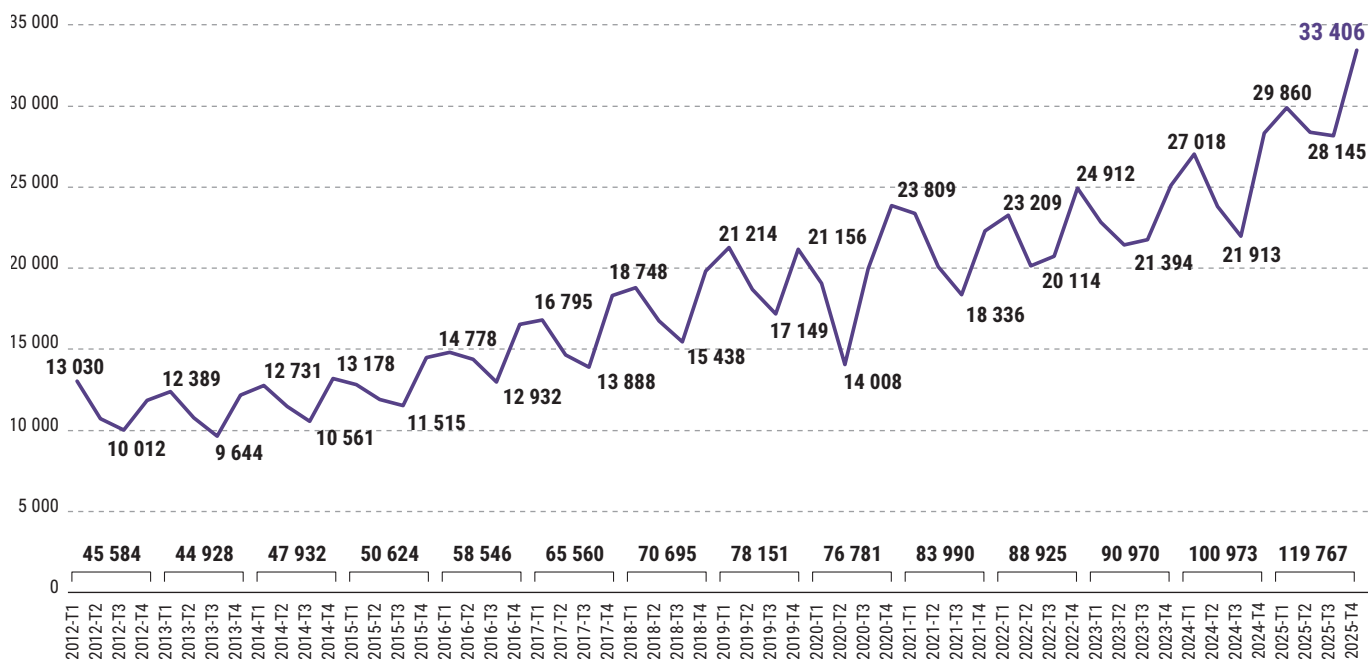
Le nombre total d'entreprises créées dans le Grand Paris a ainsi progressé de **+8,5 %**, un taux supérieur à celui observé en France (+4,9 %).

### MÉTROPOLE DU GRAND PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL (CATÉGORIE A) PAR ÂGE



Sources : France Travail-Dares, STMT ; données CVS-CJO, mises à jour le 23/03/2026 - Traitement/© Apur

## PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES, 2012-2025



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements. Champ : activités marchandes hors agriculture. Données brutes, mises à jour le 27/03/2026 - Traitement/© Apur

### Le nombre de défaillances d'entreprises atteint un niveau historiquement élevé mais la hausse ralentit par rapport aux années 2023 et 2024

Sur l'ensemble de l'année 2025, le nombre de défaillances d'entreprises atteint un total de 5000 défaillances à Paris, soit un total supérieur de +11,6 % par rapport à 2024 et de +51,7 % par rapport à 2019, dernière année de référence pré-Covid. Ce niveau est le plus haut atteint au cours des dernières années (3750 en moyenne annuelle sur la période 2010-2019). Toutefois, entre janvier 2025 et décembre 2025, le nombre cumulé des défaillances d'entreprises sur un an ralentit à Paris (+11,6 % après +21,8 % en 2024 et +35,5 % en 2023) comme au niveau régional (+2,4 % après +28,3 % et +37,2 %) et national (+3,5 % après +17,7 % et +36,5 %).

Avec 1558 défaillances au cours du seul 4<sup>e</sup> trimestre 2025, cette fin d'année tendue reflète l'épuisement pro-

gressif des trésoreries et le durcissement des conditions de financement, dans un contexte de taux d'intérêt durablement élevés.

Le niveau observé en 2025 correspond à une normalisation après plusieurs années de « sous-activité judiciaire ». Les dispositifs de soutien massifs déployés entre 2020 et 2022 dans le contexte de crise sanitaire avaient mécaniquement freiné les défaillances, créant un effet de rattrapage étalé dans le temps.

Les très petites entreprises et les PME demeurent les plus touchées. Leur vulnérabilité tient à une combinaison de facteurs bien identifiés : marges réduites, dépendance à la consommation locale et accès plus difficile au crédit. Toutefois, l'année 2025 est marquée par une progression des défaillances touchant des entreprises de taille intermédiaire. Ce phénomène, plus rare historiquement, témoigne d'un élargissement des difficultés à des structures jusqu'alors jugées plus résilientes.

Tous les secteurs ne sont pas affectés de manière uniforme. La construction, fortement touchée en 2023 et 2024, montre en 2025 des signes de stabilisation. Si le niveau de défaillances y reste élevé, la progression ralentit nettement. À l'inverse, le commerce et certains services aux particuliers tels que le secteur de la restauration continuent de subir la contraction du pouvoir d'achat et la modification des comportements de consommation. Les entreprises positionnées sur des marchés très locaux apparaissent particulièrement exposées, notamment lorsque les charges fixes demeurent élevées. Malgré une inflation maîtrisée, les entreprises ont dû faire face à une faible croissance avec des finances publiques sous tension dans un contexte budgétaire et géopolitique complexe. Ce cocktail a créé un climat d'incertitudes pour les entreprises, en particulier les PME déjà fragilisées par la hausse des coûts logistiques et énergétiques. Enfin, la consommation des ménages est à un niveau extrêmement faible depuis la crise sanitaire, et plus particulièrement depuis la crise inflationniste et énergétique. L'inflation en 2025 est depuis retombée sous la barre des 2 %

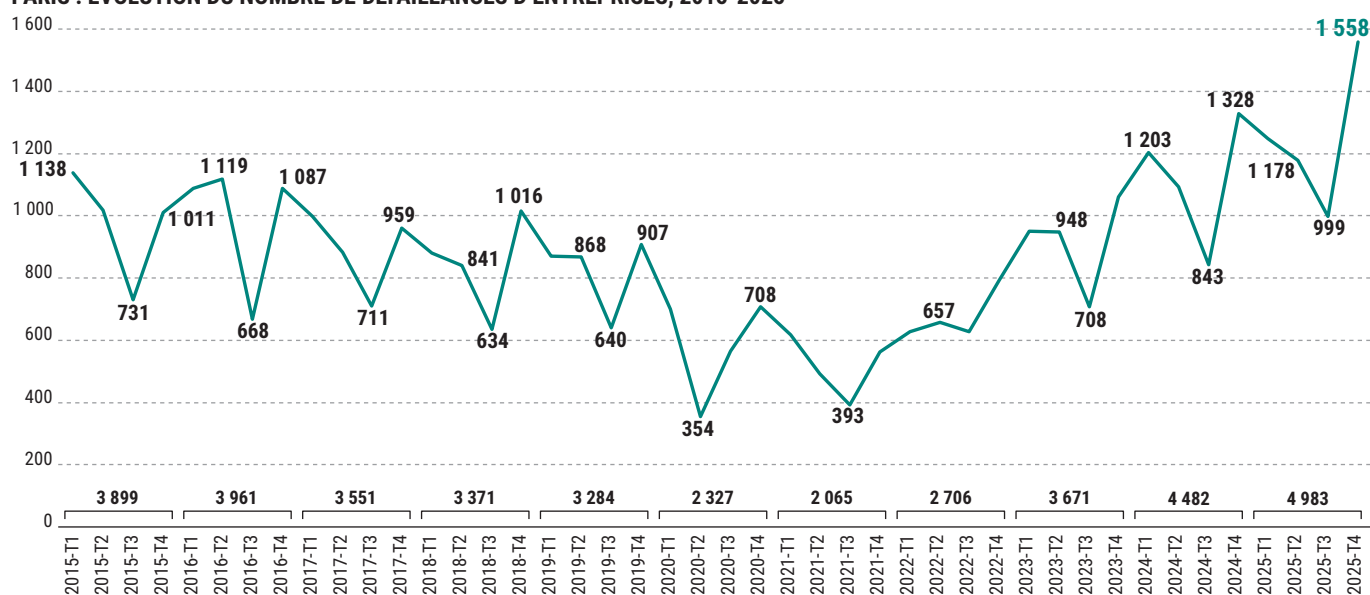
mais les ménages ne semblent pas pour autant avoir retrouvé leurs pratiques de consommation habituelles, en lien avec une évolution modérée des salaires. Inquiets de la situation budgétaire du pays, ils craignent une possible hausse des impôts et un retour du chômage. Ils adaptent donc leurs comportements à cette situation d'incertitude et préfèrent épargner en précaution. Dans les départements de petite couronne, le nombre de défaillances d'entreprises a légèrement reculé au cours de l'année 2025 (-2 %), en partie car les créations sont moins nombreuses. Le nombre total de défaillances d'entreprises dans la métropole du Grand Paris augmente de +4,1 %, un taux légèrement supérieur à celui observé à l'échelle régionale (+2,4 %) et nationale (+3,5 %).

---

*Le nombre total de défaillances d'entreprises dans la métropole du Grand Paris augmente de **+4,1 %** (+3,5 % en France).*

---

**PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES, 2015-2025**



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements. Champ : par date de jugement - Données brutes, mises à jour le 27/03/2026 - Traitement/© Apur

## Secteurs d'activité spécifiques

Sur l'ensemble de l'année 2025, le nombre total de nuitées hôtelières a augmenté de **+8,8 %** à Paris par rapport à 2024, et de **+2,8 %** en France métropolitaine.

### Commerce

**Le nombre d'emplois salariés privés baisse légèrement dans le secteur du commerce, après avoir augmenté entre 2021 et 2024.**

En 2025, le nombre d'emplois salariés privés baisse légèrement (-0,6 %) après avoir progressé en 2021 (+4,5 %), 2022 (+3,0 %), 2023 (+0,5 %) et 2024 (+0,6 %). Fin 2025, ce secteur comptabilise 186 316 emplois salariés privés, un niveau supérieur de +2,7 % par rapport à celui observé fin 2019 avant la crise sanitaire. Les mêmes tendances s'observent dans le Grand Paris. Plusieurs grandes enseignes employant de nombreux salariés ont disparu ou ont traversé d'importantes difficultés, à l'image d'Habitat, de Casa ou encore de nombreuses chaînes dans le secteur de l'habillement et de la chaussure telles que Minelli, André, Camaïeu, Pimkie, IKKS, Esprit, Burton of London, etc.

### Tourisme

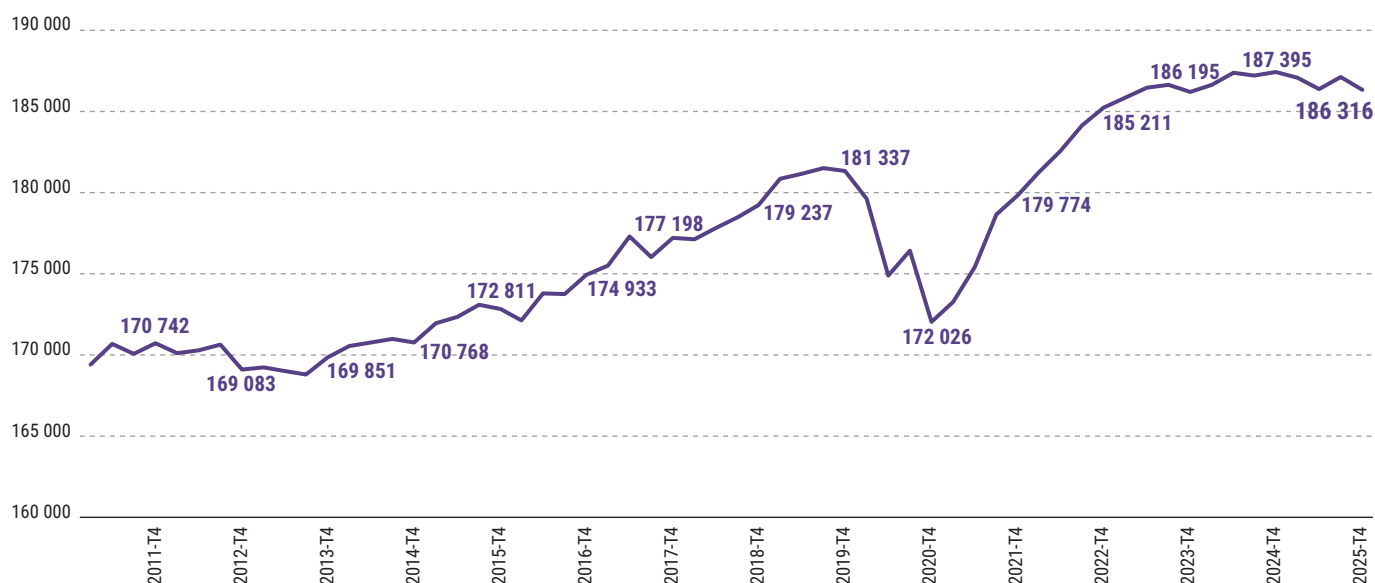
**L'activité dans le secteur touristique a continué de progresser.**

En 2025, le Grand Paris a accueilli 37,3 millions de touristes, un niveau

comparable à 2023 et à celui atteint avant la crise du Covid-19. Le premier semestre 2025 a affiché une croissance très soutenue, avec une hausse de +14 % de touristes entre janvier et mai par rapport à 2023, portée principalement par la clientèle internationale. Cette dynamique a reposé notamment sur les marchés long-courriers, avec de fortes progressions en provenance de l'Amérique du Nord, du Moyen Orient ou de certains marchés européens (Allemagne, Portugal...). À l'inverse, certains marchés de proximité, comme l'Espagne et le Royaume-Uni, marquent un repli. La période estivale (juillet à septembre 2025) a marqué une rupture, avec une baisse de fréquentation de -2,2 % par rapport à 2023, traduisant un tassement temporaire de la demande touristique. En fin d'année, d'octobre à décembre, l'activité est repartie à la hausse, sans toutefois retrouver les niveaux de croissance du premier semestre.

S'agissant du secteur de l'hôtellerie, sur l'ensemble de l'année 2025, le nombre total de nuitées hôtelières a

### PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE COMMERCE



Source : Urssaf – Données CVS, mises à jour le 27/03/2026 - Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture - Traitement/© Apur

augmenté de +8,8 % à Paris par rapport à 2024 contre +2,8 % en France métropolitaine. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, le nombre de nuitées hôtelières s'est élevé à 10,7 millions, soit un chiffre en hausse de +4,2 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2024. Ce nombre a dépassé les 11 millions au cours des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2025.

**Le taux d'occupation dans les hôtels parisiens atteint en moyenne 80,1 % sur l'année 2025, soit 3,6 points de plus qu'en 2024.** Le 2<sup>e</sup> trimestre se distingue particulièrement avec un taux élevé, de 84,6 %, qui se situe nettement au-dessus de la moyenne régionale et nationale (respectivement 78,8 % et 66,3 %) et est supérieur de 5,6 points à celui atteint à la même période en 2024 au moment des Jeux Olympiques et Paralympiques. En particulier, le taux d'occupation en juin 2025 (87,6 %) est le plus élevé depuis juin 2023 (90,7 %).

Enfin, les aéroports parisiens ont accueilli, en 2025, 107 millions de passagers, soit une hausse de +3,4 % par rapport à 2024, permettant à Roissy-Charles de Gaulle et à Orly de quasiment atteindre leur niveau de fréquentation pré-Covid (99 %).

## Marché immobilier

**Sur le marché immobilier, le volume des ventes et les prix ont légèrement augmenté.**

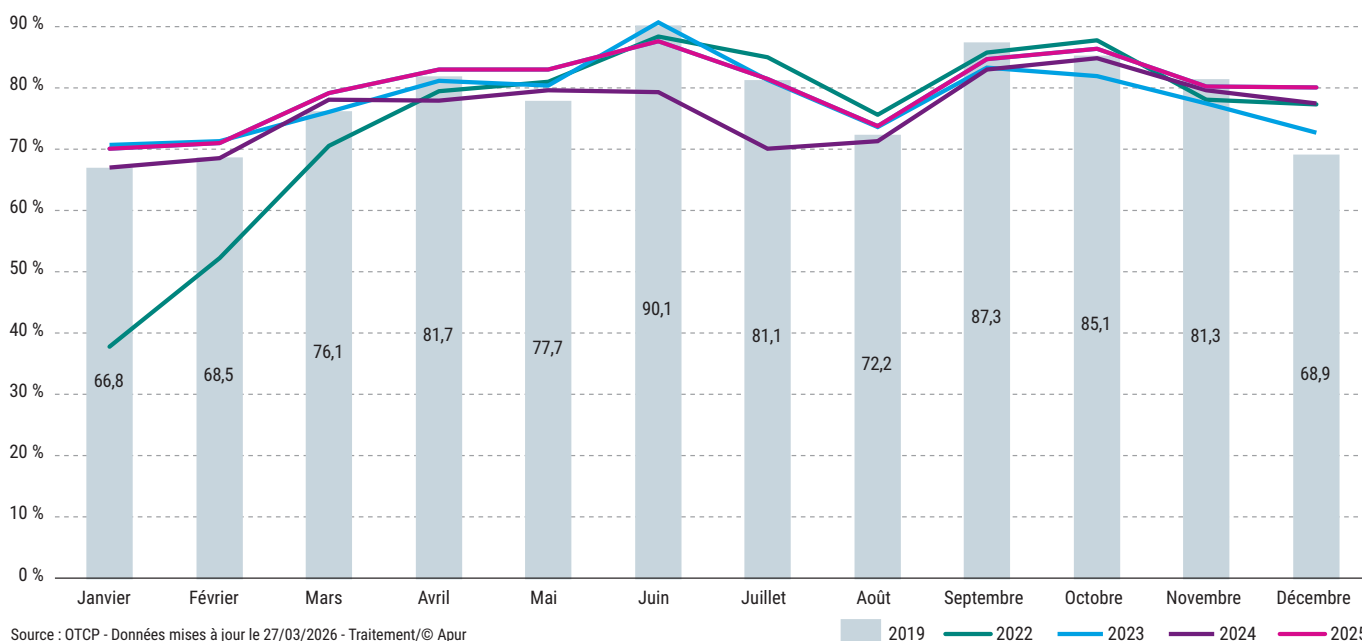
À Paris, 28 000 logements anciens ont été vendus au cours de l'année 2025, soit un chiffre en hausse de +8 % en un an et de -3 % en 2 ans. En 2025, l'activité progresse plus lentement à Paris que dans le reste de la région, avec une hausse de +16 % en petite couronne et de +14 % en grande couronne. Quant aux prix des appartements anciens, ils atteignent 9 600 €/m<sup>2</sup> à Paris fin 2025, soit +1,4 % en un an, une hausse comparable à celle observée en petite couronne et en Île-de-France (+ 1,2 %). D'après les prix issus des avant-contrats, le prix des appartements parisiens devrait rester stable dans les prochains mois.

Sur l'ensemble de la Petite Couronne, le volume des ventes d'appartements a augmenté de +16 % sur un an en 2025 et retrouve le niveau enregistré en 2023. Les hausses varient de +16 % en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne à +18 % dans les Hauts-de-Seine. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, les prix des appartements ont augmenté de +1,2 % en un an et devraient peu évoluer dans les prochains mois. Quant aux maisons, les ventes ont

également progressé (+9 % en un an), avec des évolutions hétérogènes selon les départements (+20 % dans les Hauts-de-Seine, +13 % dans le Val-de-Marne, +0 % en Seine-Saint-Denis). En 2025, les prix des maisons sont restés stables sur l'ensemble des départements. La construction de logements neufs est répartie à la hausse : le nombre de logements autorisés ainsi que celui des logements commencés augmentent en 2025, avec une progression plus marquée en fin d'année.

*En Petite Couronne, le volume des ventes d'appartements a augmenté de **+16 %** sur un an en 2025 et retrouve le niveau enregistré en 2023.*

### PARIS : ÉVOLUTION DES TAUX D'OCCUPATION HÔTELIÈRE



## Perspectives 2026

*L'activité augmenterait à Paris comme dans la métropole au 1<sup>er</sup> semestre 2026 mais à un rythme inférieur à celui estimé en fin d'année 2025.*

**Les prévisions revues à la baisse maintiennent une légère hausse de l'activité parisienne et métropolitaine au 1<sup>er</sup> trimestre 2026.**

À l'échelle nationale, l'activité devrait légèrement augmenter au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 mais à un rythme inférieur à celui estimé en fin d'année 2025, pénalisée par la vague inflationniste provoquée par le déclenchement de la guerre au Moyen Orient fin février 2026. Jusque-là, les enquêtes de conjonctures réalisées par l'Insee auprès des entreprises, montraient un relatif optimisme des industriels, augurant d'un premier trimestre encourageant. Toutefois, la flambée des cours des hydrocarbures, induites par le conflit opposant les États-Unis et Israël à l'Iran, se traduirait en France, comme ailleurs dans le monde, par un net regain d'inflation, qui franchirait les 2 % au cours du printemps 2026. Cette brusque remontée proviendrait pour l'essentiel des effets directs sur les prix de l'essence et du gaz de chauffage et ne contaminerait pas encore les autres secteurs à mi-année, sauf dans le transport aérien où le kérosène constitue une part majeure des coûts. Au total, la croissance française, bien que fragilisée, résisterait au 1<sup>er</sup> semestre, avec +0,2 % par trimestre et +0,9 % d'acquis à mi-année, soit déjà autant que pour l'ensemble de l'année 2025. Les moteurs de l'activité changeraient légèrement, avec un peu plus de demande privée, un peu moins de demande publique et un net soutien extérieur.

Le marché du travail, de son côté, ne profiterait pas de cette timide embellie. Dans les enquêtes de conjoncture, avant même le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, le pessimisme des entreprises sur leurs embauches tranchait avec leur relatif optimisme sur leurs commandes. Après avoir déjà perdu 60 000 postes salariés privés en 2025, l'économie française en détruirait de nouveau 22 000 d'ici juin. L'impact de l'intelligence artificielle pourrait ac-

centuer cette tendance à court et moyen terme en particulier dans les grandes métropoles et dans les fonctions juridiques, scientifiques, les mathématiques, la finance, les médias et la communication ainsi que les supports administratifs.

Les créations de micro-entreprises continueraient d'alimenter la dynamique de l'emploi non salarié (+36 000 en six mois), mais ces emplois génèrent nettement moins de revenus pour les ménages. Finalement, l'emploi total ne progresserait que très légèrement d'ici la mi-année, ce qui ne suffirait pas à absorber la hausse solide de la population active, portée par la montée en charge de la réforme des retraites (la suspension n'ayant pas d'effets avant la fin 2026). Le taux de chômage continuerait de grimper à 8,1 % au printemps.

Selon les dernières prévisions publiées par l'Insee et projetées par l'Apur à l'échelle parisienne<sup>3</sup>, l'activité augmenterait à Paris comme dans la métropole du Grand Paris de +0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre et de +0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2026. Celle-ci devrait légèrement augmenter mais à un rythme inférieur à celui estimé en fin d'année 2025 (+0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 au lieu de +0,4 %).

**S'agissant du secteur touristique, les perspectives semblent prometteuses malgré des incertitudes géopolitiques.**

Le taux d'occupation des hôtels du Grand Paris pour le mois de janvier 2026 a été de 56,8 %, soit une progression de +1,9 point par rapport à 2025. Ce taux s'élève à 73,4 % pour les hôtels parisiens, en progression de +3,3 points par rapport à janvier 2025. Les perspectives pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2026 sont orientées à la hausse, avec une progression attendue de l'occupation hôtelière en février de +5,1 % et en mars de +2,1 %. Cette dynamique ne s'observe pas dans les réservations des meublés touristiques, en retrait pour le moment de -6,8 % en février et en légère évolution de +0,3 % en mars 2026.

<sup>3</sup> – Les estimations sectorielles nationales sont appliquées aux poids des secteurs dans l'économie parisienne

La dynamique hôtelière est soutenue par un calendrier événementiel dense, incluant notamment le Tournoi des VI Nations, plusieurs congrès médicaux et professionnels majeurs (JEC World, Gynécologie, JFHOD, JEPU, APM Convention) ainsi que les vacances du Nouvel An chinois (15-23 février) et la Saint-Valentin qui tombe un samedi cette année. Selon les réservations aériennes déjà prises, le nombre d'arrivées dans les aéroports parisiens devrait légèrement se replier début 2026, avec des arrivées aériennes enregistrées à date en baisse de -2,2 % pour février par rapport à 2025, -1,5 % pour mars et -5,8 % pour avril. Les baisses plus élevées sont attendues pour l'Europe du Sud (Portugal -42,8 %, Espagne -11,8 %) et la Corée du Sud (-19,1 %), à l'inverse du Mexique (+22,4 %) ou l'Europe du Nord (Danemark +59 %, Norvège +56,4 %).

**Sur le marché immobilier, 2026 devrait s'inscrire dans la continuité de 2025 et être marquée par des évolutions modérées.**

Après le point bas de 2024, le marché s'est progressivement redressé en 2025 sans retrouver d'élan expansif.

L'ensemble des acteurs s'adaptent à ce nouvel environnement de marché : les délais de financement demeurent longs même si les refus de crédit sont moins fréquents, les ménages anticipant davantage leur capacité d'achat. Alors que l'investissement locatif demeure marginal et que le marché reste principalement soutenu par les acquéreurs occupants, les annonces gouvernementales récentes en faveur du logement, notamment la création d'un statut de bailleur privé, pourraient stimuler l'activité dans le courant de l'année. Dans ce contexte, 2026 devrait s'inscrire dans la continuité de 2025 : une année sans engouement particulier, mais marquée par des évolutions modérées des volumes comme des prix et davantage de visibilité. Le marché francilien semble désormais engagé dans une phase de normalisation progressive.

La reprise de la construction de logements neufs s'est confirmée au début d'année 2026. Le volume des autorisations à la construction entre décembre 2025 et février 2026 a nettement progressé par rapport aux trois mêmes mois de l'année précédente, particulièrement en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne.

---

*La reprise de la construction de logements neufs s'est confirmée dans le Grand Paris au début d'année 2026.*

---

## Pour aller plus loin

L'Observatoire de l'économie Paris | Grand Paris : notes et données conjoncturelles : cet outil dynamique regroupe une trentaine d'indicateurs conjoncturels pour analyser les spécificités de l'économie du Grand Paris. Mis en place depuis 2020 après la crise économique liée au Covid, il mobilise des données à l'échelle de Paris et de la métropole du Grand Paris.

[www.apur.org/fr/open-data-cartes/observatoire/observatoire-economie-paris-grand-paris-notes-donnees-conjoncturelles](http://www.apur.org/fr/open-data-cartes/observatoire/observatoire-economie-paris-grand-paris-notes-donnees-conjoncturelles)

Directeur et directrice de la publication :

**Alexandre LABASSE,**  
**Patricia PELLOUX**

Note réalisée par :

**Marina RIBEIRO, Sandra ROGER**

Sous la direction de :

**Émilie MOREAU, Stéphanie JANKEL**

Photos et illustrations :

**Apur** sauf mention contraire

Mise en page : **Apur**

Dépôt légal : mai 2026

[www.apur.org](http://www.apur.org)

L'Apur, Atelier parisien d'urbanisme, est une association loi 1901 qui réunit autour de ses membres fondateurs, la Ville de Paris et l'État, les acteurs de la Métropole du Grand Paris. Ses partenaires sont :

